



BULLETIN D'INFORMATION

DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 21 octobre 2014

MÉPRIS PATRONAL... JUSQUE DANS LA TOMBE

Fin septembre un piéton était brutalement percuté par une voiture à Saint André et coupé en deux. Il s'agissait d'un ouvrier intérimaire travaillant depuis quatre ans pour l'entreprise de BTP Pico. Apprenant cela ses collègues, retournés par cet événement macabre, demandèrent à la direction de pouvoir participer à l'enterrement de leur camarade. Ils se heurtèrent dans un premier temps à un refus.

Sur les chantiers les réactions scandalisées fusèrent, certains disant que « les ouvriers n'intéressaient les patrons que tant qu'ils étaient vivants et pouvaient suer des bénéfices pour eux ».

Mais face au mécontentement provoqué par l'attitude de la direction, celle-ci rectifiait rapidement sa position et autorisait les travailleurs à se rendre à la cérémonie, sur leur temps de travail et en étant payés.

CRÈCHES PRIVÉES, MAIS FONDS PUBLICS...

L'association Béb'Ecolos vient d'ouvrir une cinquième crèche à Bras Panon grâce, dit sa direction, à l'aide des internautes qui ont contribué à l'achat de matériel pour le bien-être des enfants. Grâce aussi, faut-il ajouter, aux gros sous du Conseil général, de la CAF, des communes et des parents...

Si la direction de Béb'Ecolos se prévaut du bien être des enfants, il n'en est pas de même de celui de ses salariées. C'est ce qu'a pu constater un camarade conseiller du salarié de la CGTR lors d'un entretien préalable à licenciement dans cette structure. Les travailleuses travaillent sous pression, sont amenées à effectuer des tâches qui ne sont pas de leur ressort comme laver les vitres ou faire le repassage alors qu'elles ont pour responsabilité l'éveil des tout-petits. Faut-il aussi parler du manque récurrent de matériel tel les produits d'entretien, le papier toilette que les assistantes maternelles se sentent obligées d'apporter au travail ?

Derrière l'affichage écologique se cachent les méthodes pas très propres de l'exploitation patronale.

L'AVENIR, ÇA SE CONSTRUIT MAINTENANT !

Suite à l'annonce de Hollande de mettre à disposition de la Réunion 40 000 Emplois d'Avenir supplémentaires, les maires se sont récriés en disant qu'ils ne pouvaient pas procéder à ces embauches, mêmes financées à 90 % par l'État, leurs finances étant à sec.

Or cette année, les mairies vont encaisser plusieurs millions d'euros de rentrées supplémentaires avec la collecte de l'Octroi de Mer. Ne peuvent-elles pas embaucher quelques centaines de jeunes chômeurs ?

MARCHÉ DU PÉTROLE : ESCROQUERIE MONDIALE

Il y a quelques années, tous les « experts » en économie et les politiciens nous annonçaient avec aplomb l'épuisement proche des ressources pétrolières... et l'irréversible envolée du prix du brut.

Aujourd'hui, le cours du brut ne cesse de dégringoler depuis des mois. Il était encore à 115 dollars le baril en juillet, il est tombé à 87 dollars le 17 octobre. Moins 30 % en l'espace de trois mois !

La découverte de nouveaux gisements un peu partout dans le monde, mais aussi la spéculation boursière sur les cours du pétrole peuvent être à l'origine de cet effondrement des prix du pétrole. Plus l'offre de produits est importante et plus les prix baissent... à la production.

Cette baisse a quand même une conséquence pour les nouveaux pays producteurs, souvent sous-développés comme les pays africains ou sud américains. La part qui leur revient baisse aussi mathématiquement.

Mais pour les compagnies pétrolières qui contrôlent toute la chaîne de raffinage et de commercialisation et continuent à imposer à la pompe les mêmes prix qu'avant la baisse de prix du brut, cela

LA CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

leur permet de gonfler encore plus leurs profits déjà énormes. Les Etats qui assoient aussi leurs taxes sur le prix des produits finis continuent à remplir leurs coffres.

Pas question pour ces capitalistes et leurs gouvernements de réduire les prix à la distribution. Le racket des usagers continue et s'amplifie même.

TOTAL EXONÉRÉ D'IMPÔT. ELLE EST OÙ LA JUSTICE ?



En 2012, le groupe pétrolier français Total a réalisé 12,4 milliards de bénéfices. En 2013, 14,3 milliards.

Eh bien ce groupe n'a payé aucun impôt en France ces deux années. Il a déclaré des pertes grâce à l'optimisation fiscale, ou plutôt au maquillage officiel de ses comptes avec la complicité de l'État.

Le scandale ne s'arrête pas là puisque le nouveau dispositif du CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) mis en place par le gouvernement socialiste lui permet de prétendre, s'il continue à déclarer des « pertes » l'an prochain, à un remboursement de 79 millions d'euros de la part de l'État en 2017 !

C'est pour compenser le manque à gagner auprès de ces grands groupes capitalistes que le gouvernement augmente nos impôts, rogne sur nos allocations familiales et la continuité territoriale.

Révoltant ! Ce type de provocations devrait provoquer la colère des travailleurs qui devraient exiger que Total et ses semblables paient ce qu'ils doivent. L'endettement de l'État, c'est eux !

SINIMALE POUR LA CULTURE... DU PROFIT

Le président du TCO, Joseph Sinimalé, n'aime pas la culture et « l'assume » a-t-il déclaré à l'occasion de la présentation des orientations budgétaires de l'organisme intercommunal, ajoutant « que ce serait la dernière année que nous finançons les associations ».

Il a justifié sa décision en expliquant qu'il « préférerait miser sur l'aménagement de 80 hectares à Plateau Caillou et 400 hectares à Cambaie et l'investissement privé pour créer des emplois ».

Ce qu'il propose donc, c'est de consacrer les fonds publics à la réalisation d'infrastructures à la place des capitalistes tout en sachant que ceux-ci garderont intégralement les profits réalisés sans aucun bénéfice pour la commune et sans certitude de créations d'emplois !

NOUVELLE FORMATION À L'UNION LE SAMEDI 25 OCTOBRE

Samedi 24 octobre, de 8 h 30 à midi, notre Union organise une nouvelle formation qui traitera du fonctionnement de l'économie capitaliste.

Nous expliquerons comment l'accumulation de richesses a conduit à l'apparition de la classe bourgeoise qui domine aujourd'hui la société ; comment celle-ci tire ses profits du travail des salariés ; est-ce que les salariés sont payés à un juste prix pour le travail qu'ils fournissent ; quelles sont les causes des crises ; pourquoi le patronat a intérêt à maintenir une grande partie des travailleurs au chômage ? Etc...

La connaissance des rouages de l'économie capitaliste est indispensable pour lutter contre ce système injuste.

Nous invitons donc celles et ceux qui sont intéressé(e)s par le sujet à se manifester auprès de notre union pour s'inscrire à cette demi journée de formation.

Chaque mardi, de 18H00 à 19H30, l'Union Régionale Est CGTR organise dans son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.
Venez nombreux !

LA CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68